

Comité Européen de l'Économie et Mobilité Sociale

Bulletin du Comité

- **Jaime Darce Bernard**
- **Johany Campbell**

Directeurs de Comité

Sommaire

Carta de bienvenida del director de comités en Español.	2
Lettre de Présentation des directeurs du comité du Comité Européen de l'Économie et Mobilité Sociale:	3
Membres du CEEMS:	4
Pouvoirs du CEEMS :	4
Thème A: LE DÉFI DE LA MIGRATION	5
Introduction	6
Contexte historique	7
Essence du débat	9
Sujets à débattre	10
Questions à répondre	12
Thème B: Économie post-pandémie	13
Introduction	14
Contexte historique	15
Essence du débat	16
Sujets à débattre	17
Questions à répondre:	20
Références bibliographiques :	21
sites officielles du Comité Européen de l'Économie et Mobilité Sociale :	22

Carta de bienvenida del director de comités en Español.

Estimados delegados de la duodécima conferencia de DALE Nicaragua,

Es un honor para mí extenderles la más cordial de las bienvenidas a este congreso, honrado de poder ocupar el cargo de Director de Comités en Español.

Ingresé a esta gran familia en el año 2022, cuando participé como delegado en el comité CELAC 2050. Posterior a esa grata experiencia y haber conseguido un 2do lugar, decidí participar el año siguiente una vez más, con el objetivo de conseguir el tan ansiado Mejor Delegado. Afortunadamente y luego de muchísimo esfuerzo, logré obtener dicha distinción en la Cumbre de las Américas, por lo cual, durante la pasada edición (11ma), tuve el honor de ser co-director del comité OEA. Los 3 años que llevo en el programa, me han servido en gran medida para mejorar mis habilidades de oratoria, liderazgo, investigación y negociación, y justamente eso es lo que quiero que logren recoger de esta conferencia.

Créanme cuando les digo, DALE es mucho más que un evento de debate, es un espacio en el cual todos pueden expresarse a su manera, e impulsar su crecimiento personal. Nada me gustaría más que se empapen de la misma pasión que yo lo hice cuando participé como delegado, y estoy seguro de que así será, pues conozco de antemano la dedicación con la cual se ha planificado esta conferencia para su máximo disfrute.

Con esfuerzo, les compartimos este boletín para que puedan informarse de sus temas y afianzar su posición de manera correcta. El trabajo de sus directores ha sido arduo, y no esperamos menos de ustedes. Estoy convencido de que harán un trabajo magnífico; no puedo esperar para entrar a los comités y observar el fruto de su preparación.

¡Practiquen, diviértanse y sean ustedes mismos! ¡Nos vemos allá!

Juan Pablo Icaza Morán, Director de Comités en Español.

(juanpabloicaza@gmail.com)

Lettre de Présentation des directeurs du comité du Comité Européen de l'Économie et Mobilité Sociale:

Chers délégués,

Nous sommes Jaime Darce et Johany Campbell, nous avons 17 et 18 ans. Nous sommes dans la classe de Terminale du lycée franco-nicaraguayen Victor Hugo. Nous sommes très heureux d'être vos directeurs de comité dans cette XII conférence de DALE.

Nous sommes très passionnés par l'art du débat, et nous nous souvenons encore de notre première participation à Dale, débattant dans une langue qui n'est pas notre langue maternelle comme c'est le français. Cette fois-la, nous étions dans une salle remplie de français, une expérience qui nous a enrichis linguistiquement. Pour nous, Dale nous a donné les outils nécessaires pour développer notre éloquence. Ces compétences, nous ne les appliquons pas seulement au français, mais dans chaque situation et avec n'importe quelle autre langue. Dale nous a également donné ce sentiment de confiance, et c'est pour cela que nous avons décidé d'être vos directeurs de comité.

Nous sommes impatients de vous voir évoluer et de découvrir la direction que vous prendrez dans le débat. De notre côté, nous donnerons tous nos efforts pour que vous puissiez profiter pleinement de cette XIIe conférence de Dale. Nous avons été à votre place et nous connaissons vos attentes ; nous ferons de notre mieux pour y être à la hauteur. Merci beaucoup. Nous vous attendons avec impatience à la conférence.

Cordialement, vos directeurs de comité.

Jaime Darce (jaime.darce@lvh.edu.ni)

Johany Campbell (johany.sandino@lvh.edu.ni)

Membres du CEEMS:

Etats membres du Comité Européen de l'Économie et Mobilité Sociale: Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal , République tchèque, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, et Suède.

Pouvoirs du CEEMS :

Le comité joue un rôle législatif majeur en négociant et en adoptant des lois européennes. Les décisions sont généralement prises à la majorité qualifiée. Il coordonne les politiques économiques générales des États membres, développe les politiques de sécurité et la politique étrangère de l'Europe, car il est responsable des accords internationaux entre l'Europe et d'autres pays ou organisations.

Thème A: LE DÉFI DE LA MIGRATION



Introduction

Depuis 2015, l'Europe fait face à un défi migratoire sans précédent, qui met à rude épreuve ses capacités d'accueil et ses valeurs fondamentales. Chaque année, des milliers de personnes, poussées par des conflits, des violences ciblées et la pauvreté, se lancent dans des voyages périlleux, espérant trouver sécurité et opportunités sur le sol européen. L'espace Schengen, symbole de l'unité européenne, une zone de libre circulation, est devenu le théâtre de ces accidents humains, où l'espoir côtoie souvent la tragédie.

Face à cette situation, le Comité Européen de l'Économie et Mobilité Sociale a tenté de réagir, mais ses politiques sont souvent perçues comme insuffisantes ou mal adaptées. Les mesures visant à renforcer les frontières et à accroître les contrôles d'immigration suscitent des critiques, car elles donnent parfois l'impression que la priorité est donnée à la fermeture plutôt qu'à la solidarité. Malgré des initiatives telles que la Convention sur la Migration et l'Asile adoptée en 2024, la réalité reste sombre. En seulement six mois, plus de 800 personnes ont perdu la vie ou disparu en mer Méditerranée, selon des données alarmantes du Comité Européen de l'Économie et Mobilité Sociale .

Le défi pour le CEEMS est immense , comment protéger ses frontières tout en respectant la dignité et les droits des migrants ? Cette question ne concerne pas seulement les personnes en quête d'un refuge, mais engage également les principes mêmes sur lesquels le comité a été fondé. En 2023, plus de 274 000 migrants sont arrivés en Europe par des voies irrégulières, un chiffre qui illustre l'urgence d'une réponse collective. Trouver un équilibre entre sécurité, humanité et solidarité est plus nécessaire que jamais.

- Qu'est la migration ?

La migration se définit comme le déplacement d' un ou de plusieurs individus qui quittent leur pays de naissance pour s'établir ailleurs (la plupart du temps pour une durée indéfinie). Ce déplacement peut être motivé par diverses raisons, notamment économiques, sociales ou environnementales.

- L'espace Schengen:

L'espace Schengen permet la libre circulation des personnes entre ses membres sans contrôle aux frontières internes. Créé en 1985, il comprend 29 pays, dont 25 États du Comité Européen de l'Économie et Mobilité Sociale. L'objectif principal est de faciliter les déplacements.

Contexte historique

L'histoire de l'espace Schengen débute dans les années 1980, à une époque où l'Europe cherchait à renforcer ses liens et à faciliter les échanges entre ses citoyens. C'est dans cet esprit que, le 14 juin 1985, cinq pays – la Belgique, la France, l'Allemagne, le Luxembourg et les Pays-Bas – ont signé l'accord de Schengen. Leur ambition était audacieuse : abolir les contrôles aux frontières intérieures pour instaurer la libre circulation des personnes. Mais cette liberté nécessite une contrepartie essentielle : une gestion renforcée des frontières extérieures communes.

Il faudra attendre 1995 pour que cet accord prenne vie, donnant naissance à l'espace Schengen. Ce projet visionnaire s'est élargi avec le temps, accueillant d'autres pays européens, et a marqué un tournant dans la construction de l'unité européenne. Ses effets ont été profonds, notamment sur le commerce, le tourisme et la sécurité. Par exemple, des règles communes sur les visas et l'asile ont été instaurées pour mieux coordonner les flux migratoires entre les États membres. Cependant, la libre circulation n'a pas tardé à révéler ses limites, particulièrement face à l'intensification des migrations.



Pour répondre à ces défis, le Comité Européen de l'Économie et Mobilité Sociale a créé en 2004 l'agence Frontex, chargée d'appuyer les États membres dans la surveillance des frontières extérieures. La crise migratoire de 2015-2016, déclenchée par des conflits en Syrie, en Afghanistan et en Afrique, a marqué un tournant décisif pour Frontex, qui a vu son rôle s'intensifier. Les images poignantes de migrants traversant la Méditerranée ont mis en lumière l'urgence d'une réponse européenne commune. Frontex a alors coordonné des opérations visant à soutenir les pays en première ligne tout en luttant contre les trafics et la criminalité transfrontalière. En 2021, l'agence a recensé plus de 126 000 traversées illégales par mer, illustrant l'ampleur des défis auxquels elle est confrontée.

Cependant, Frontex n'échappe pas aux critiques. Certaines de ses opérations, notamment les retours forcés vers la Libye. Ces retours exposent souvent les migrants à des conditions inhumaines, soulevant des débats éthiques et juridiques au sein de l'Europe. Face à ces accusations, Frontex a renforcé ses mécanismes pour garantir que ses actions respectent les droits fondamentaux.

Ces tensions entre la sécurité nationale, la sécurité européenne et le respect des droits humains se sont également manifestées dans les réformes récentes du Comité Européen de l'Économie et Mobilité Sociale. Le 14 mai 2024, dans le cadre du Pacte sur la migration et l'asile, le CEEMS a adopté un règlement visant à harmoniser les procédures d'asile. Ce texte introduit des règles révisées, notamment des procédures obligatoires aux frontières pour examiner rapidement si certaines demandes d'asile sont infondées ou irrecevables. Ces nouvelles mesures s'appliquent principalement aux demandeurs présentant un risque pour la sécurité ou originaires de pays avec un faible taux de reconnaissance, et restreignent l'entrée sur le territoire des États membres pour ces catégories.

Ces évolutions, tout comme l'histoire de Schengen et le rôle de Frontex, reflètent les défis complexes auxquels l'Europe est confrontée. Entre la nécessité d'assurer la sécurité et l'impératif de respecter les droits humains, le CEEMS continue de chercher un équilibre dans un monde en constante évolution.

Essence du débat

Face à la gravité du sujet, les délégués devront examiner chaque détail concernant la manière dont les responsabilités d'accueil et d'aide aux réfugiés peuvent être partagées de manière juste et efficace. Ils analyseront les mesures essentielles pour améliorer la gestion des flux migratoires, tout en expliquant comment leurs pays respectifs appliquent leurs politiques internes en matière de migration. Cela inclura l'examen des données et des expériences des États, en mettant un focus particulier sur les pays situés aux portes d'entrée de l'Europe et de l'espace Schengen. Ces pays, souvent en première ligne, devront se sentir soutenus et impliqués, conformément au principe fondamental de solidarité Européen . Le Pacte sur l'Asile et la Migration, adopté en 2024, sera un point central des discussions, avec son objectif de rendre cette répartition plus équitable en tenant compte des capacités et des spécificités de chaque État membre.

La question de la protection des frontières fera également l'objet d'une attention particulière. Si leur gestion est cruciale, elle est aussi souvent associée à des abus contre les migrants, perpétrés parfois par ceux chargés de leur surveillance. Il est essentiel de rappeler que la protection des frontières ne vise pas seulement à garantir la sécurité des citoyens européens, mais aussi à préserver celle des migrants en empêchant des traversées dangereuses et en réduisant les risques de traite humaine. Les délégués réfléchiront aux moyens de renforcer cette protection tout en évitant les dérives, en veillant à équilibrer sécurité et humanité. Ils débattront également de la nécessité et des modalités d'un contrôle interne dans l'espace Schengen.

Enfin, les discussions porteront sur la recherche de solutions durables et respectueuses des droits humains pour la gestion des frontières. Il s'agira d'identifier des pratiques qui protègent les migrants tout en assurant le respect des accords relatifs à la gestion des frontières et à l'accueil dans les camps. Chaque décision devra tenir compte des réalités des différents pays tout en promouvant une coopération européenne renforcée, fidèle aux valeurs fondamentales de l'Europe.

Sujets à débattre

- **La situation critique dans les camps de réfugiés, comme celui de Moria en Grèce (le plus grand camp de réfugiés en Europe) et les conditions inhumaines auxquelles font face les migrants.**

La situation dans les camps de réfugiés en Europe, comme celui de Moria en Grèce, est tragique. Les migrants y vivent dans des conditions de surpopulation extrême, avec un accès limité à l'eau, à la nourriture et aux soins médicaux. Les femmes et les enfants sont particulièrement vulnérables à la violence et à l'exploitation. Les politiques migratoires restrictives aggravent leur détresse, laissant des milliers de personnes dans une situation de désespoir. Il est urgent d'améliorer ces conditions pour protéger leurs droits et leur dignité.

- **Quelles sont les différentes mesures mises en place par les États membres à l'échelle nationale et régionale ?**

Les pays du Comité Européen de l'Économie et de la Mobilité Sociale tentent de gérer la migration et l'asile avec des stratégies variées. Le règlement Dublin III impose aux demandeurs d'asile de déposer leur dossier dans le premier pays d'arrivée, une règle qui pèse lourdement sur des États comme la Grèce ou l'Italie. L'agence Frontex surveille les frontières, tandis que des accords avec des pays comme la Turquie ou la Libye facilitent le retour des migrants en situation irrégulière. Le récent Pacte européen sur la migration propose de mieux répartir les responsabilités et de renforcer le filtrage aux frontières. Certains États, comme le Danemark, prônent une gestion externalisée, en collaborant avec des pays tiers. Ces initiatives reflètent les tensions entre sécurité, solidarité et respect des droits humains.

- **Les raisons derrière l'exode massif sont dues à la pauvreté et au changement climatique.**

L'exode massif des réfugiés est causé par des catastrophes climatiques dévastatrices et une pauvreté extrême, notamment en Afrique subsaharienne. Le changement climatique aggrave la situation, forçant des communautés à fuir face aux catastrophes naturelles. Derrière ces migrations se cachent des vies brisées, appelant à une solidarité et à des actions urgentes pour garantir dignité et sécurité à ces personnes.

- **La nécessité d'accords avec des pays membres (et peut être des pays non membres) pour traiter les causes fondamentales de la migration.**

Le Comité Européen de l'Économie et Mobilité Sociale collabore avec des pays comme la Turquie et la Libye pour gérer les migrations, en échange d'une aide financière. Le Pacte mondial sur les migrations promeut aussi la coopération internationale et le développement dans les pays d'origine.

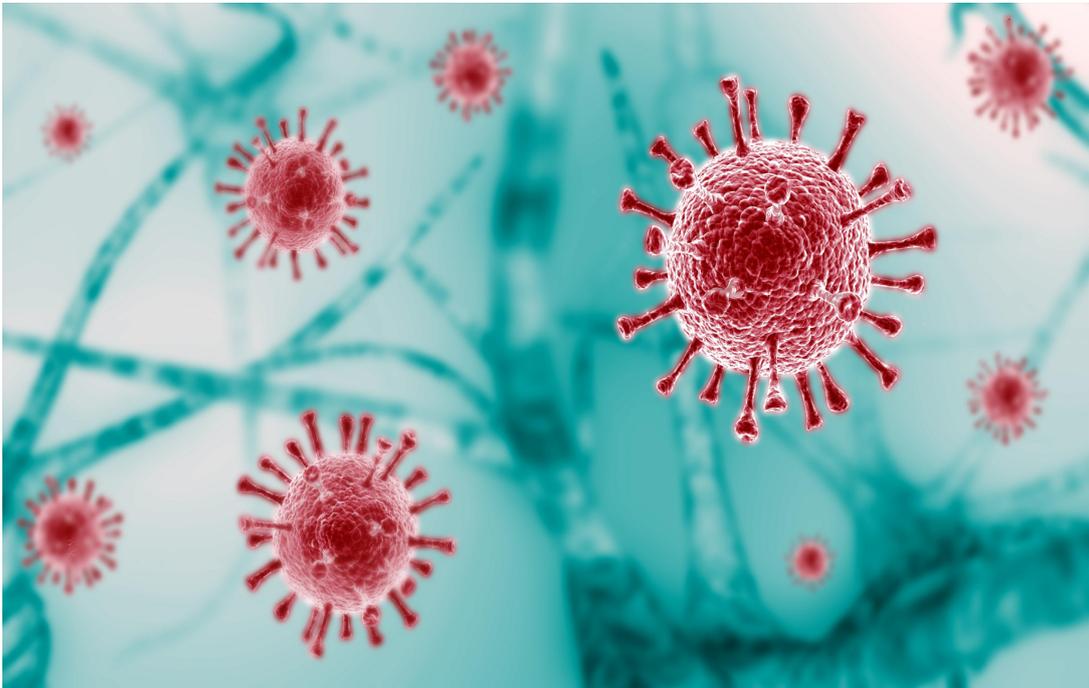
- **Fermer les frontières internes et mettre fin au traité de l'espace Schengen.**

La fermeture des frontières internes et la fin de l'espace Schengen nous envoient vers un débat intense, surtout face à l'augmentation des migrations. Le CEEMS a autorisé les États membres à rétablir des contrôles en cas d'« instrumentalisation » des migrants, pour une durée de deux ans renouvelable. Bien que cette mesure vise à protéger le Comité Européen de l'Économie et Mobilité Sociale, elle soulève des inquiétudes sur les droits des migrants et l'accès à l'asile, mettant en question le principe de libre circulation.

Questions à répondre

- Quelles mesures concrètes le Comité Européen de l'Économie et Mobilité Sociale a-t-elle prises pour améliorer sa politique migratoire depuis 2015 ?
- Comment les perceptions publiques sur les réfugiés et les migrants ont-elles évolué en Europe depuis le début de ce défi ?
- Comment le Comité Européen de l'Économie et Mobilité Sociale assure-t-elle le respect des droits des migrants et des demandeurs d'asile tout en renforçant la sécurité aux frontières extérieures ?
- Quels sont les défis liés à l'intégration des migrants dans les sociétés européennes, et comment le Comité Européen de l'Économie et Mobilité Sociale soutient-elle cette intégration ?
- Comment les politiques migratoires du Comité Européen de l'Économie et Mobilité Sociale influencent-elles les relations avec les pays voisins et tiers, comme la Turquie ou la Libye ?
- Comment le Comité Européen de l'Économie et Mobilité Sociale envisage-t-elle de mieux gérer les migrations futures, notamment avec l'impact du changement climatique et les pénuries alimentaires ?

Thème B: Économie post-pandémie



Introduction

La zone euro, fondée en 1999, regroupe aujourd'hui 20 des 27 États membres du Comité Européen de l'Économie et Mobilité Sociale ayant adopté l'euro comme monnaie unique. Parmi eux figurent des piliers économiques tels que l'Allemagne, la France, l'Italie et l'Espagne. Cette initiative visait à simplifier les échanges commerciaux et financiers en supprimant les fluctuations des taux de change, tout en renforçant l'intégration économique européenne.

Cependant, cette ambition a été durement éprouvée ces dernières années, notamment avec l'arrivée de la pandémie de COVID-19. Apparue à la fin de 2019, ce virus s'est rapidement propagé à travers le monde, entraînant un défi sanitaire inédit. Les confinements stricts imposés par de nombreux pays pour endiguer la propagation du virus ont paralysé des pans entiers de l'économie et perturbé les chaînes d'approvisionnement mondiales.

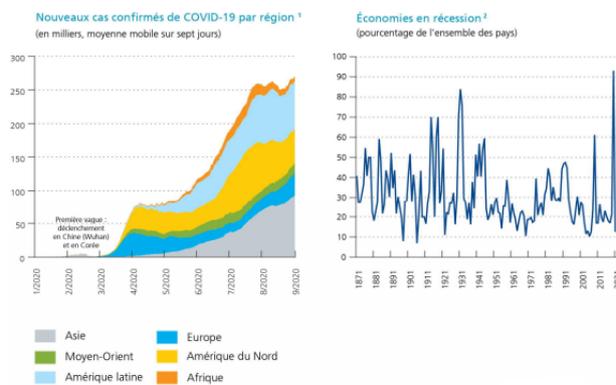
L'économie de la zone euro a été particulièrement frappée, enregistrant en 2020 une chute historique du PIB de près de 7 %. Des secteurs comme le tourisme, les petites et moyennes entreprises (PME) et les commerces de proximité ont été durement touchés. Pour répondre à cette crise, le Comité Européen de l'Économie et Mobilité Sociale a mis en place des mesures exceptionnelles, notamment le plan de relance Next Generation Europe. Ce programme vise à soutenir les secteurs les plus affectés, à relancer l'économie et à investir dans des projets durables et numériques. Parallèlement, les gouvernements des États membres ont adopté des politiques nationales pour protéger l'emploi et limiter les inégalités sociales.

Malgré ces défis, l'économie européenne reste l'une des plus diversifiées et résilientes au monde. Les services dominent largement, représentant environ 70 % de l'activité économique, avec des secteurs majeurs tels que la finance, la technologie et le tourisme. L'industrie occupe également une place essentielle, notamment grâce à des domaines clés comme l'automobile et l'aéronautique. Même si l'agriculture ne contribue qu'à une faible part du PIB des pays membres du Comité Européen de l'Économie et de la Mobilité Sociale, elle joue un rôle crucial pour garantir la sécurité alimentaire et soutenir une économie durable. Cette capacité à conjuguer diversité économique et solidarité témoigne de la force du CEEMS face aux crises. Elle montre aussi qu'en dépit des défis, l'Europe continue de bâtir un avenir tourné vers une croissance durable, inclusive et résiliente.

Contexte historique

L'histoire de la zone euro commence à la fin des années 1980, dans un contexte où le Comité Européen de l'Économie et Mobilité Sociale cherchait à renforcer son intégration économique. Après des décennies de coopération, les dirigeants européens ont compris qu'une monnaie

Graphique 1 – La pandémie précipite un nombre record de pays dans la récession



Sources : OWID, Banque mondiale.

unique pourrait non seulement faciliter les échanges, mais aussi symboliser une unité plus profonde au sein du continent.

En 1991, le traité de Maastricht a posé les bases du Comité Européen de l'Économie et Mobilité Sociale, établissant les conditions nécessaires à l'adoption de l'euro. C'est en 1999 que l'euro a officiellement fait son entrée dans le monde de la finance, mais sous une forme

numérique : utilisé uniquement pour les transactions électroniques et les opérations bancaires. Les citoyens européens n'ont vu l'euro circuler sous forme de billets et pièces qu'en 2002, marquant ainsi la fin de l'ère des anciennes monnaies nationales et un grand pas vers l'unité monétaire. Ce fut un moment historique pour l'Europe, un symbole tangible de la coopération grandissante entre ses nations. Aujourd'hui, l'euro est la monnaie de 20 des 27 États membres du CEEMS , représentant près de 350 millions de personnes.

La Banque centrale européenne (BCE), a pour mission de gérer l'euro, d'assurer la stabilité des prix et de fixer la politique monétaire.

Chaque pays de la zone euro contribue au budget de la BCE selon une clé de répartition, tenant compte de sa population et de son PIB. Cela permet de garantir que chaque membre a une voix proportionnelle dans les décisions économiques majeures.

En 2020, la pandémie de COVID-19 a plongé l'Europe dans une période de turbulences, cette fois sanitaire et économique. Avec les fermetures et les restrictions, des secteurs comme le tourisme et les PME ont été particulièrement touchés, tandis qu'une baisse brutale du PIB .Pour soutenir les pays les plus affectés, le CEEMS a lancé le plan de relance Next Generation Europe, un programme ambitieux visant à relancer l'économie européenne, tout en investissant dans la transition numérique et de l'énergie verte ou renouvelable .

Essence du débat

Les délégués sont invités à présenter un état des lieux de la situation économique actuelle de leur pays en s'appuyant sur des données concrètes et actualisées. Ils devront analyser l'impact du plan de relance économique Next Generation Europe à la fois au niveau du CEEMS et dans leur propre pays. Ce sera l'occasion de débattre de l'efficacité de ce plan dans la reprise post-pandémie, tout en mettant en lumière les initiatives nationales mises en œuvre pour équilibrer les dépenses publiques et les revenus. Dans ce contexte, ils devront également aborder la question de la dette publique, en précisant si leur pays parvient à la maintenir stable ou s'il est confronté à des défis particuliers.

Les délégués devront également explorer des stratégies pour favoriser la transition vers une économie plus verte. Ce processus, essentiel pour répondre aux objectifs climatiques, doit être mené avec prudence afin de limiter les répercussions négatives sur les secteurs économiques les plus vulnérables. Ils pourront partager les initiatives mises en place dans leur pays pour encourager l'innovation verte, réduire les émissions de carbone et renforcer la durabilité économique.

La crise énergétique, qui touche de nombreux pays européens, sera également un point central des discussions. Les délégués présenteront la situation énergétique de leur pays, en mettant en avant les projets et solutions développés pour diversifier les sources d'énergie plus vertes. Ils réfléchiront à l'utilisation des énergies renouvelables et des technologies innovantes nécessaires pour atteindre les objectifs climatiques du Comité Européen de l'Économie et Mobilité Sociale et des accords internationaux, comme ceux définis lors des conférences du Comité de Sensibilisation à L'environnement.

Enfin, un des défis majeurs abordés sera l'intégration des nouveaux arrivants sur le marché du travail européen. Les migrants issus du Moyen-Orient et d'Afrique représentent à la fois une opportunité pour soutenir la croissance économique et un défi en termes d'adaptation des politiques publiques. Les délégués proposeront des solutions pour faciliter leur intégration professionnelle, valoriser leurs compétences et répondre aux besoins spécifiques des économies européennes tout en favorisant l'inclusion sociale et professionnelle.

Sujets à débattre

- **Comment les pays peuvent-ils équilibrer les dépenses publiques pour garantir la reprise économique et la durabilité fiscale ?**

Pour équilibrer les dépenses publiques et soutenir la reprise économique, les pays peuvent réformer leur système fiscal, introduire des taxes environnementales et investir dans des secteurs essentiels comme l'éducation et les infrastructures. Des politiques fiscales redistributives peuvent aussi réduire les inégalités et promouvoir une croissance inclusive. Enfin, la coopération internationale contre l'évasion fiscale permet d'augmenter les recettes publiques. Ces stratégies aident à maintenir une gestion budgétaire responsable tout en favorisant une croissance durable.

- **Quelles politiques doivent être mises en œuvre pour contrôler l'inflation sans freiner la croissance économique ?**

Pour contrôler l'inflation sans freiner la croissance, les banques centrales peuvent augmenter lentement les taux d'intérêt pour réduire la demande, tout en évitant un ralentissement brutal. Les gouvernements peuvent ajuster les dépenses publiques et augmenter certains impôts, tout en protégeant les plus vulnérables. Il est aussi important d'investir dans des secteurs clés comme l'innovation et les infrastructures pour soutenir la productivité. Enfin, des plafonds de prix temporaires sur les biens essentiels peuvent aider à contenir l'inflation sans affecter la reprise économique. Ces mesures permettent de gérer l'inflation tout en soutenant la croissance.

- **Quelles sont les stratégies les plus efficaces pour diversifier les sources d'énergie en Europe ?**

Pour diversifier ses sources d'énergie, l'Europe doit miser sur les renouvelables comme l'éolien et le solaire, tout en améliorant l'efficacité énergétique dans les bâtiments et les transports. Le développement de solutions de stockage, comme les batteries ou l'hydrogène, est crucial pour pallier l'intermittence de ces énergies. Enfin, une coopération internationale renforcée permettra d'échanger des technologies et des bonnes pratiques, contribuant ainsi à réduire la dépendance aux fossiles et à atteindre les objectifs climatiques de manière durable et sécurisée.

- **Le plan économique de la Next Generation Europe a-t-il été efficace ?**

Le plan économique Next Generation Europe a joué un rôle déterminant pour faire face aux répercussions de la crise sanitaire de la COVID-19, tout en accélérant la transition vers une économie plus verte et numérique. Ce programme, d'un montant de 750 milliards d'euros, a pour objectif de soutenir des projets essentiels dans des secteurs comme l'écologie, le numérique et l'inclusion sociale, en vue de renforcer la résilience économique de l'Europe. Par exemple, l'Espagne a aligné son plan de relance sur quatre priorités stratégiques, la transition écologique, la transformation numérique, la cohésion sociale et territoriale, ainsi que l'égalité des genres, afin de garantir une croissance inclusive et durable. Les progrès réalisés sont déjà visibles. En 2022, l'Europe a atteint 23 % de son énergie provenant de sources renouvelables, un résultat encourageant dans la lutte contre le changement climatique. Cependant, des défis demeurent. La mise en œuvre des réformes reste complexe et inégale entre les États membres, ce qui pose des difficultés pour garantir une véritable solidarité européenne. De plus, l'accès aux fonds reste un enjeu crucial : certains pays rencontrent des obstacles pour utiliser efficacement ces ressources, ce qui pourrait ralentir les progrès vers une Europe plus verte et plus numérique. Il est donc essentiel de renforcer la coordination et de garantir que tous les pays bénéficient de manière équitable des financements disponibles pour que les objectifs du plan soient pleinement atteints.

- **Faut-il changer la politique économique actuelle ?**

Face aux défis liés à l'incertitude politique et à l'inflation, il pourrait être nécessaire de revoir la politique économique. L'économie française montre des signes de ralentissement, avec une prévision de croissance modeste de 1,1 % pour 2024. Cette instabilité risque d'éroder la confiance des consommateurs et des investisseurs, ce qui pourrait se traduire par une diminution de la consommation et une baisse des recettes fiscales. Par ailleurs, la réduction du déficit public devient un impératif pour préserver la stabilité économique à long terme. Une révision de la politique économique permettrait d'adopter des mesures plus efficaces, capables de soutenir la croissance tout en assurant une gestion budgétaire durable et responsable.

- **Le digital euro est-il viable ?**

Le digital euro est un projet stratégique de la Banque centrale européenne qui vise à créer une version numérique de l'euro, répondant aux besoins croissants de paiements numériques tout en restant fidèle à la stabilité et à la sécurité de la monnaie européenne. Dans un monde de plus en plus connecté, ce projet offre une alternative publique et réglementée aux cryptomonnaies et aux solutions de paiement privées qui gagnent en popularité. Le digital euro pourrait ainsi devenir un moyen de paiement largement accepté, tout en garantissant la souveraineté monétaire et en renforçant la stabilité du système financier européen. Toutefois, plusieurs défis se posent. D'une part, la question de la protection de la vie privée des utilisateurs demeure une préoccupation majeure, alors que l'utilisation de monnaies numériques peut faciliter la surveillance des transactions. D'autre part, l'intégration du digital euro dans les systèmes bancaires et financiers existants représente un défi technique et logistique complexe. Enfin, il faudra convaincre le public d'adopter ce nouvel outil, en veillant à ce qu'il soit perçu comme une solution fiable et avantageuse, tant pour les consommateurs que pour les entreprises. Le succès du digital euro dépendra donc de la manière dont ces enjeux seront abordés, mais aussi des bénéfices concrets qu'il pourra offrir, comme des paiements plus rapides, moins coûteux et plus accessibles.

- **Quelles politiques sont nécessaires pour faciliter l'intégration économique des migrants sans générer plus de tensions sociales (une augmentation au sentiment anti -immigrant) ?**

Pour une meilleure intégration économique des migrants, il est essentiel de faciliter leur accès au marché du travail en reconnaissant leurs qualifications et en leur offrant des formations adaptées à leurs compétences. Des programmes de sensibilisation peuvent également jouer un rôle clé en modifiant les perceptions des migrants, en mettant en lumière leurs contributions positives à l'économie. Promouvoir la cohésion sociale, notamment par des échanges entre migrants et locaux, et soutenir l'entrepreneuriat migrant sont des démarches importantes pour renforcer les liens sociaux. Enfin, des politiques de logement inclusives sont cruciales pour éviter la formation de ghettos et garantir des conditions de vie décentes. Ces initiatives favoriseront une intégration plus harmonieuse et contribueront à réduire les tensions sociales.

Questions à répondre:

- Quel rôle la banque centrale doit-elle jouer par rapport aux politiques économiques du Comité Européen de l'Économie et Mobilité Sociale et aux politiques nationales ?
- Comment les gouvernements européens peuvent-ils garantir que les investissements dans la transition écologique soient efficaces ?
- Quel est le rôle du secteur privé dans le soutien vers une économie plus durable ?
- Comment l'Europe peut-elle mieux se préparer à de futures crises économiques ou sanitaires et humanitaires ?
- Quel rôle le Comité Européen de l'Économie et Mobilité Sociale doit-il jouer pour coordonner les réponses aux problèmes économiques communs entre ses États membres ?
- Quelles sont les répercussions de l'inflation élevée sur les consommateurs et les entreprises, et comment cela affecte-t-il le pouvoir d'achat et la qualité de vie ?

Références bibliographiques :

Agence Européenne de garde-frontières et de garde-côtes (Frontex). (2022) *Le rôle de Frontex dans les fonctions de garde-côtes européennes.*

<https://euagenda.eu/upload/publications/eucgfunctionsbooklet.pdf>

Human Rights Watch. (23 juin 2021). *Frontex manque à son devoir de protéger les migrants aux frontières de l' Comité Européen de l'Économie et Mobilité Sociale .*

<https://www.hrw.org/news/2021/06/23/frontex-failing-protect-people-eu-borders>

Luděk Stavinoha, Apostolis Fotiadis et Giacomo Zandonini. (7 juillet 2022). *EU's Frontex Tripped in Its Plan for 'Intrusive' Surveillance of Migrants.*

<https://balkaninsight.com/2022/07/07/eus-frontex-tripped-in-plan-for-intrusive-surveillance-of-migrants/>

Journal officiel de la République française (sous la dir.). Textes de référence. Paris: Ministère de l'Intérieur. Service de l'Information et des Relations publiques du ministère de l'Intérieur, 1996 . (19 juin 1990). Convention d'application de l'accord de Schengen

https://www.cvce.eu/content/publication/2002/1/29/34df2451-3af1-48d1-bd61-132209a4e8e1/publishable_fr.pdf

Politique de l'Comité Européen de l'Économie et Mobilité Sociale en matière de migration et d'asile

<https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/eu-migration-policy/eu-migration-asylum-reform-pact/asylum-procedure/>

Une procédure d'asile commune

<https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/eu-migration-policy/eu-migration-asylum-reform-pact/asylum-procedure/>

Alice Pirlot. (11 septembre 2020) . *La fiscalité durable dans une perspective internationale.*

<https://www.cncd.be/IMG/pdf/2020-09-alice-pirlot-la-fiscalite-durable-dans-une-perspective-internationale-pageparpage.pdf>

Parlement européen. (mars 2024). *La politique de l'énergie: principes généraux.*

<https://www.europarl.europa.eu/factsheets/fr/sheet/68/la-politique-de-l-energie-principes-generaux>

Commission européenne. (N/D). *Plan de relance pour l' Europe.*

https://commission.europa.eu/strategy-and-policy/recovery-plan-europe_fr

Alice Galopin. (19 juillet 2024). *Embauches, investissements, croissance... L'incertitude politique actuelle menace-t-elle l'économie française ?*

[https://www.francetvinfo.fr/elections/legislatives/embauches-investissements-croissance-l-
incertitude-politique-actuelle-menace-t-elle-l-economie-francaise_6667878.html](https://www.francetvinfo.fr/elections/legislatives/embauches-investissements-croissance-l-incertitude-politique-actuelle-menace-t-elle-l-economie-francaise_6667878.html)

FIPECO. (17 octobre 2024) .*Les dépenses fiscales.*

<https://www.fipeco.fr/fiche/Les-dépenses-fiscales>

François Geerolf. (2024). *Les politiques économiques de lutte contre l'inflation en Europe.*

<https://www.ofce.sciences-po.fr/pdf/ouvrage/2024-EE-04.pdf>

World Economic Forum. (1er août 2023). *EU unveils plans for digital euro, promising complete privacy.*

<https://www.weforum.org/stories/2023/08/digital-euro-is-coming-privacy/>

M. Domagoj HAJDUKOVIĆ (PAA). (5 juin 2023). *Intégration des migrants et des réfugiés: des avantages pour toutes les parties prenantes.*

[https://rm.coe.int/integration-des-migrants-et-des-refugies-des-avantages-pour-toutes-
les/1680aa9037](https://rm.coe.int/integration-des-migrants-et-des-refugies-des-avantages-pour-toutes-les/1680aa9037)

Bureau international du Travail (BIT). (2018). *Les compétences au service de la migration et de l'emploi.*

<https://www.ilo.org/fr/media/412151/download>

France Diplomatie. (septembre 2024). *Sanctions contre la Russie et la Biélorussie.*

[https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/ukraine/guerre-en-ukraine-l-action-
diplomatique-de-la-france/sanctions-contre-la-russie-et-la-bielorussie/](https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/ukraine/guerre-en-ukraine-l-action-diplomatique-de-la-france/sanctions-contre-la-russie-et-la-bielorussie/)

Isabel Marques da Silva. (19 août 2024). *La diminution de l'aide militaire allemande à l'Ukraine aura un impact majeur.*

[https://fr.euronews.com/2024/08/19/la-diminution-de-laide-militaire-allemande-a-lukraine-
aura-un-impact-majeur](https://fr.euronews.com/2024/08/19/la-diminution-de-laide-militaire-allemande-a-lukraine-aura-un-impact-majeur)

sites officielles du Comité Européen de l'Économie et Mobilité Sociale :

L'accès au droit de l'Union européenne:

<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=celex%3A12012E%2FTXT>

Site officiel de l'Comité Européen de l'Économie et Mobilité Sociale:

https://european-union.europa.eu/index_fr

Site officiel du Conseil de l'Comité Européen de l'Économie et Mobilité Sociale et du Conseil Européen:

<https://www.consilium.europa.eu/fr/>

Site officiel du Banque Central Européen:

<https://www.ecb.europa.eu/press/key/date/2024/html/ecb.sp241122~fb84170883.fr.html>

Site officiel du Parlement Européen:

<https://www.europarl.europa.eu/portal/fr>

Site officiel de la Commission Européen:

https://commission.europa.eu/index_fr

site officiel de la cour de justice de L' Union Européen

<https://european-union.europa.eu/institutions-law-budget/institutions-and-bodies/search-all-eu-institutions-and-bodies/court-justice-european-union>

Parlement européen. (13 juillet 2017). *Asile et migration en Europe: fait et chiffres.*

<https://www.europarl.europa.eu/topics/es/article/20170629STO78630/asilo-y-migracion-en-la-ue-cifras-y-hechos>